



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI



Communiqué de presse

Une étude montre que la Suisse dépend du personnel étranger dans le domaine opératoire

Berne, 18 mai 2015. De nombreuses professions de la santé en Suisse sont touchées par la pénurie de personnel qualifié. Les chiffres manquent pour mesurer l'ampleur du phénomène. H+ et l'OdASanté ont réalisé une première enquête dans le domaine opératoire. Les résultats montrent que, malgré les efforts déployés par la branche, les besoins ne pourront pas être couverts à court et à moyen terme par du personnel indigène. Les hôpitaux et les cliniques continueront de dépendre de la main d'œuvre qualifiée provenant de l'étranger.

La pénurie de personnel dans le domaine opératoire est un fait, mais des données fiables manquaient jusque-là. H+ Les Hôpitaux de Suisse et l'Organisation faîtière nationale du monde du travail en santé OdASanté ont donc mené une vaste enquête auprès des centres de formation, des hôpitaux et des cliniques ayant une activité opératoire. L'objectif était de mieux évaluer l'ampleur de la pénurie, d'en identifier plus précisément les causes et de trouver des pistes de solution. Les résultats sont maintenant disponibles. La même méthode sera appliquée, par étapes, aux différents groupes de professions de la santé où il est question de pénurie de personnel.

La pénurie n'a pas partout la même intensité

L'étude montre que le marché de la main d'œuvre qualifiée dans le domaine opératoire est asséché et que la concurrence est vive entre les hôpitaux. L'évolution démographique aggrave encore la situation. La «guerre des talents» bat son plein. Cependant, tous les hôpitaux et les cliniques ne sont pas placés à la même enseigne. Les petits établissements à l'écart des grandes agglomérations rencontrent ainsi davantage de difficultés à pourvoir les postes du domaine opératoire. Dans l'ensemble, 40% des sondés rencontrent des problèmes de recrutement de personnel spécialisé. 20% rapportent des difficultés aiguës. Si la situation devait encore se péjorer dans ces institutions, cela pourrait les contraindre à cesser leurs activités opératoires.

Main d'œuvre étrangère indispensable malgré les efforts de formation

Les résultats de l'étude montrent en outre que les effectifs dans le domaine opératoire sont toujours en hausse, mais que celle-ci a faibli ces dernières années. Le système de formation et les profils professionnels actuels ne permettent donc pas de compenser la pénurie.

L'exploitation du potentiel de formation dans les hôpitaux et les cliniques peut y remédier en partie. Ces institutions peuvent en effet augmenter de plus de 40% le nombre de places de stage pratique, et elles prévoient de le faire.

«Mais malgré tous les efforts entrepris, la branche dépend de la main-d'œuvre qualifiée étrangère», souligne Bernhard Wegmüller, directeur de H+ Les Hôpitaux de Suisse. «Car même en exploitant complètement le potentiel de formation, seuls les deux tiers des besoins sont couverts. Le solde du personnel nécessaire doit être recruté à l'étranger.»

Davantage de diplômés grâce aux réorientations professionnelles

«Les établissements formateurs et l'OdASanté font déjà beaucoup pour la main d'œuvre qualifiée de demain», déclare le secrétaire général de l'OdASanté, Urs Sieber. L'Organisation faïtière nationale du monde du travail en santé considère que les personnes effectuant une deuxième formation constituent également une réponse à la demande dans le domaine opératoire. «Des personnes attirées par la technique trouvent dans le secteur de la santé des possibilités croissantes de suivre leur vocation», déclare Urs Sieber, qui rappelle que des offres existent au niveau secondaire II et au niveau tertiaire. En font partie la toute nouvelle formation de base de technologie en dispositifs médicaux, l'examen professionnel supérieur (EPS) d'expert/e domaine opératoire ou encore le cursus en école supérieure (ES) de technicien/ne en salle d'opération. Ce dernier a enregistré une hausse de 15% des diplômés entre 2013 et 2014.

La formation doit disposer de suffisamment de moyens financiers

L'étude menée par H+ et l'OdASanté montre clairement que les mesures déjà prises et les formations préparant à de nouveaux profils professionnels vont dans le bon sens. Mais il faudrait promouvoir ces filières pour inciter davantage de personnes à s'y intéresser. De surcroît, des moyens financiers suffisants devraient être alloués à la formation.

L'enquête

Pour l'enquête réalisée en commun par H+ et par l'OdASanté, 150 hôpitaux et cliniques ayant une activité opératoire ont été interrogés, entre la mi-février et la fin mars 2015. Plus de 30% d'entre eux ont répondu. Parmi eux, 49% sont des établissements de droit privé, 44% sont de droit public et autonomes. Les 7% restants sont régis par d'autres formes juridiques. Les directrices et des directeurs d'hôpitaux, des chefs du personnel, des responsables des blocs opératoires, des formatrices et des formateurs ont répondu à l'enquête. Des spécialistes des finances et du contrôle de gestion ainsi que des médecins chefs de service et des médecins chefs ont également été interrogés.

Informations aux médias

Bernhard Wegmüller, directeur de H+ Les Hôpitaux de Suisse
Tél. bureau: 031 335 11 00
Mobile: 079 635 87 22
E-mail: bernhard.wegmueller@hplus.ch

Urs Sieber, secrétaire général de l'OdASanté
Tél. bureau: 031 380 88 81
Mobile: 079 235 69 30
E-mail: urs.sieber@odasante.ch

H+ Les Hôpitaux de Suisse est l'association nationale des hôpitaux, cliniques et institutions de soins publics et privés. Elle compte 236 hôpitaux, cliniques et établissements médico-sociaux répartis sur 369 sites en tant que membres actifs et près de 170 associations, administrations, institutions, entreprises et particuliers comme membres partenaires. A travers ses institutions membres, H+ représente quelque 185'000 personnes actives.

A propos de l'OdASanté

Organisation faïtière nationale du monde du travail en santé, l'OdASanté représente les intérêts du secteur sanitaire pour les questions de formation aux professions de la santé dans l'ensemble de la Suisse. Créée le 12 mai 2005, elle regroupe les associations faïtières des organisations d'employeurs du domaine de la santé publique, ainsi que la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS).
